

Conférence de presse

« Emploi : les solutions de la CFDT pour protéger les salariés »

Intervention de Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT

Bonjour à tous et merci de participer à cette conférence de presse dans un climat d'incertitudes institutionnelles qui a encore monté d'un cran hier soir.

Loin de nous l'idée de commenter l'actualité politique, les jeux des uns et des autres, les menaces plus ou moins voilées de faire tomber le gouvernement.

Les salariés que nous représentons et nos militants CFDT qui se battent dans les boîtes, sont à mille lieues de ces considérations. Ludovic et Nadia qui sont à mes côtés à cette table avec Fabien et Olivier, ont plus en tête leur avenir et celui de leurs collègues d'Auchan et de Michelin. Cette réalité, c'est celle de nombreux militants CFDT d'entreprise, de responsables CFDT territoriaux, de travailleurs et de travailleuses que les équipes syndicales côtoient tous les jours. Ce sont de très bons lanceurs d'alerte !! Rarement les menaces sur l'emploi n'ont été aussi fortes.

Rien que sur le mois de novembre, on peut citer les crèches People and Baby, le Coq sportif, Téléperformance (1/3 des effectifs en France)... Certaines annonces font la Une des journaux, d'autres pas.

Les restructurations qui se font à « bas bruit » concernent notamment les salariés des TPE/PME. Ces travailleurs ne bénéficient pas des mesures financières et d'accompagnement des grands groupes : le silence qui entoure ces restructurations ne les rend pas moins douloureuses pour autant.

Le caractère violent de cette situation vient aussi de l'hétérogénéité des secteurs professionnels qui sont touchés : l'automobile bien sûr ou le commerce mais également la construction, l'immobilier, la chimie, les services aux entreprises et à la personne...

Pour quelles raisons et pourquoi maintenant ?

- Effet rattrapage post pandémie avec la fin des soutiens PGE, bouclier énergétique...). Vrai notamment pour les défaillances : elles étaient passées de 53000 en 2019 à moins de 25000 en 2020-2021. Elles atteindront fin 2024 le chiffre de 65000, le point le plus haut depuis 2015 !
- Effets conjoncturels : ralentissement économique, problème de pouvoir d'achat, impact sur les constructions par exemple mais aussi plus globalement sur la consommation.

- Effets structurels : une période de transformations : nécessaires, comme la transformation écologique avec un enjeu important de décarbonation

Inévitables mais qu'il faut

encadrer : transformation digitale

- Sociétales : modes de

vie et modes de consommation (les citoyens n'ont plus envie de pousser un caddie dans un hypermarché comme il y a dix ans)

Et des effets de comportements de grands donneurs d'ordre qui se soucient peu des autres échelons de la chaîne de valeur (exemple Dumarey à Strasbourg, suppression de 248 emplois (fabrication de boîtes de vitesse) : fin des commandes de BMW .

La CFDT tire la sonnette d'alarme depuis longtemps : nous avons alerté au cours de l'épisode Covid, et encore plus après, sur « ces aides qui arrosent le sable » parce que pas suffisamment ciblées.

Nous avons travaillé sur des filières comme l'automobile en 2021 avec notre partenaire du Pacte du pouvoir de vivre, la fondation pour la nature et l'homme, et le cabinet Syndex sur la nécessité d'anticiper la transition vers le véhicule électrique au risque de se prendre le mur des suppressions d'emplois !

Nous avons condamné les nouvelles stratégies de la grande distribution qui préfère transformer son modèle en système de location gérance pour préserver ses marges et non pas s'adapter aux nouvelles demandes et comportements des consommateurs ! Nadia pourra vous en parler.

La CFDT a aussi agi territorialement comme dans le Grand Est, par exemple, dans le cadre de la Conférence sociale régionale sur la filière automobile qui met l'accent sur les conséquences des mutations en cours pour les sous-traitants (58000 salariés dans le Grand est !). La CFDT a signé cette convention de partenariat le 10 septembre dernier . Bref nous ne sommes pas restés les bras croisés. Nous agissons avec les moyens dont nous disposons, nous utilisons toute la palette de l'action syndicale, pour accompagner les salariés, alerter les pouvoirs publics, trouver des repreneurs (comme à Métex ou Walor à Vouziers) nous gérons l'urgence -et c'est notre rôle- en étant au plus près des salariés qui perdent leur emploi.

Mais désormais, nous devons tous, collectivement -partenaires sociaux, État , collectivités territoriales- mettre en place des réponses qui dépassent les vieilles recettes et permettent de changer de braquet. **La CFDT demande expressément et rapidement l'organisation sous l'égide du ministère du Travail d'une large concertation sur l'emploi mais aussi spécifiquement sur les reconversions. La CFDT revendique la création d'un dispositif simple, efficace et fort pour les salariés. L'enjeu est de mettre en place des reconversions avant rupture des contrats de travail.**

La CFDT est convaincue que la solution passe par la fin d'une politique sociale low cost qui assoit la compétitivité sur une baisse des coûts au détriment de la qualité des emplois.

Nous devons combiner : des mesures qui ont fait leur preuve comme l'Activité partielle de longue durée conditionnée à un accord d'entreprise et à des engagements de maintien des emplois

et des nouveaux outils qui permettent de répondre aux besoins d'une économie qui se transforme.

Ce dernier point est très important. Dans ce paysage particulièrement gris, il existe des projets structurants et des opportunités qu'il ne faut pas rater. Il faut absolument et rapidement sécuriser et protéger les salariés touchés par ces restructurations et leur offrir des perspectives en facilitant leur reconversion (c'est le sujet qui doit occuper les partenaires sociaux dans cette période : créer un outil qui fait cruellement défaut !). J'insiste encore sur ce point essentiel encore ! Je regrette que la négo sur ce thème n'ait pas abouti en avril dernier avec toutes les composantes du patronat. Mais nous avons là une base pour avancer très vite.

Se maintenir en emploi ou se repositionner le plus facilement possible, voilà l'enjeu d'une période de grandes transformations et mutations. **Il est aussi nécessaire de mener cette réflexion au niveau européen.** Les plans sociaux ne s'arrêtent pas aux frontières nationales : exemple Valéo avec des suppressions en France mais aussi en Allemagne, en république tchèque et en Pologne. Nous réclamons la création d'une assurance transition emploi européenne. Qui pourrait passer, comme le soutient la CES, par un dispositif SURE 2.

Ces mesures, vous le verrez dans le document qui vous a été remis, insistent aussi sur la responsabilisation des employeurs. Ludovic va pouvoir vous en parler tout à l'heure : lorsqu'un employeur est capable de réunir dans un hangar près de 1000 salariés pour leur annoncer la fermeture de l'usine, on est en droit de s'interroger sur le sens de sa responsabilité !

Mais je vais d'abord passer la parole à Nadia qui va vous parler de la situation d'Auchan et un peu plus globalement de la galaxie Mulliez. Vous avez vu le communiqué de presse de la CFDT de Décathlon ? Elle sera mobilisée samedi prochain contre la distribution d'un milliard de dividendes aux actionnaires dans ce contexte...